

# LES JARDINS DE COCAGNE SOLIDARITE NORD ET SUD

Bulletin No 30 \* mars 2002

Cher(e)s ami(e)s,

Dans ce bulletin vous trouverez les rapports d'activité et financier des Jardins de Cocagne Solidarité Nord et Sud. de l'année 2001

Actuellement vous êtes 390 membres à recevoir ce bulletin dans les cornets de légumes.

Il y a également une trentaine de personnes qui ne reçoivent plus nos légumes, mais qui continuent à soutenir financièrement nos projets en Afrique.

**Nous ne faisons pas d'autre publicité que ce bulletin. N'hésitez donc pas à le distribuer autour de vous. Vous pouvez nous demander d'autres exemplaires et d'autres bulletins de versement.**

**(Vous trouvez l'adresse, ccp, etc sur la dernière page de ce bulletin)**

**Merci**

## Rapports d'activité et financier 2001

1

En collaboration avec l'Uniterre nous continuons à soutenir Via Campesina (Organisation internationale des syndicats paysans) dans le but de renforcer les liens entre les syndicats paysans du Sud et l'Uniterre.

### **en Afrique**

Nous continuons, depuis 18 ans maintenant, à soutenir des associations paysannes et depuis deux ans directement des communes rurales dans la région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie.

Dans les pages qui suivent, nous faisons le point sur l'avancement de ces projets que les Jardins de Cocagne soutiennent aujourd'hui.

Les buts principaux de nos actions sont :

- Le soutien à l'organisation des groupements, des coopératives et des associations paysannes.

L'Association de lutte AntiErosive de la Falémé, ALAEF au Sénégal (page 4), la fédération des associations féminines de Same (page 4) au Mali, et les unions de coopératives en Mauritanie, (page 8)

- Le renforcement des réseaux associatifs ; donner une voie politique à un monde rural oublié.

Le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel, CEFP (page 2), Le projet de la Caravane en Mauritanie

- La mise en place de structures d'appui techniques locales au service des associations paysannes.

Les Caisses Locales d'Epargne et de Crédit CLEC (page 3)

Suite à la décentralisation dans ces trois pays, nombre de nos partenaires commencent à prendre des responsabilités dans les communes. Dans chaque pays, nous allons dans un

premier temps travailler plus étroitement avec une commune. En collaboration avec d'autres ONG et d'organisations d'appui nous soutenons la création de fonds de développements locaux, gérés par les élus locaux et les représentants de la société civile.

La commune de Kothiary (page 3) au Sénégal, la commune Koussane (page 5) au Mali et la commune de Baïdiam en Mauritanie (page 8).

Dans le cadre d'un échange continu avec le milieu des migrants (80% des ressortissants africains travaillant à Paris, viennent de la région de nos partenaires) nous suivons aujourd'hui l'évolution d'une société dans une 15ème de projets de développement rural.

Cette évolution est caractérisée par un frottement permanent:

- d'une société traditionnelle et sa culture liée à des ethnies et des castes, et une économie basée essentiellement sur l'autosuffisance alimentaire
- et d'une société moderne avec sa technologie symbolisée par la voiture, les télécommunications et l'informatique et des échanges commerciaux tout azimuts sans aucune protection à la frontière dans un état démocratique centralisé hérité de la France.

Dans le contexte de la confrontation quotidienne de ces mondes, accentuée par la migration de 20% de la population active, il est difficile d'avoir des notions très précis d'un modèle de développement. Il ne suffit pas de résoudre les problèmes immédiats qui sont l'accès à l'eau potable, la scolarisation des enfants, la santé etc..

Il s'agit avant tout de soutenir les paysans qui proposent de devenir des acteurs de ce développement, et qui cherchent, comme nous d'ailleurs par ici, une place dans une société dont le fonctionnement néo-libéral ignore complètement leur sort.

2

## **Le point sur les différents projets : Au Sénégal**

### **1) Le CEFP Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel**

2)

Créé en 1990, ce centre de formation est aujourd'hui géré par 49 associations de la région des trois frontières entre le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Il est au centre du développement des réseaux associatifs de cette région et il organise une grande partie des formations sur les thèmes de l'agriculture, de l'artisanat, de la gestion, de l'animation et de la décentralisation.

Le CEFP organise également des rencontres entre les acteurs de toute la région sur des thèmes comme la décentralisation, la politique de développement, l'entrepreneuriat féminin, la promotion des langues nationales, etc.

Depuis 11 ans nous avons soutenu ce centre. Aujourd'hui, le CEFP a trouvé d'autres partenaires financiers qui devront assurer son fonctionnement de base. Nous resterons en contact avec le CEFP et nous n'hésiterons pas de lui mandater pour des programmes de formation plus spécifique.

En 2002 nous avons reçu 58'300 Fr de la DDC, 8'135 Fr de la ville de GE et 10'000 Fr de la commune de Chêne Bougeries pour ce projet.

### **2) CLEC Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal**

Ce projet est le fruit des réflexions du comité de gestion du «fonds souple -Les Jardins de Cocagne », mis en place il y a 11 ans avec des associations paysannes et des ONG d'appui technique travaillant au Sénégal oriental. Ce comité était à l'origine de la création d'un réseau pour les financements alternatifs REFA et le programme CLEC dans la région de Bakel. Ce

programme installe des caisses villageoises, qui appartiennent à leurs membres et qui sont gérées par ces derniers.

Après une première phase de trois ans qui permettait de mettre en place les premières 7 caisses, une deuxième phase est actuellement en cours qui prévoit l'installation de 19 nouvelles caisses. Une union de caisses locales, qui va regrouper ces caisses est en train d'être créée. Elle entretiendra des relations directes avec le système bancaire existant dans les grandes villes. Si ces caisses ont pu garder leur entière indépendance, le danger est bien réel qu'à long terme les banques mettent leur main mise sur ces caisses travaillant avec très peu de frais. Ainsi les banques pourraient déplacer l'épargne des zones rurales dans les villes.

Le défi est que ces caisses deviennent assez fortes avant de négocier leur collaboration avec le système bancaire et de s'approprier suffisamment d'arguments pour défendre leur indépendance.

En 2001 nous avons reçu 68'614 Fr. de la DDC, 68'614 Fr. de l'état de GE et 5'000 F. de la commune de Genthod pour ce projet.

### **3) Le fonds de développement local de la commune de Kothiari.**

Ce fonds a été mis en place il y a deux ans. Il permet de financer des actions de développement dans tous les 40 villages de la commune. Il est géré par un comité communautaire de pilotage composé du maire, des élus et des représentants de la société civile. (Associations paysannes, groupements féminins, etc)

En 2002 plus de 70 projets ont été proposés à ce comité dont 12 ont été retenus et réalisés.

Un grand travail d'information dans les villages sur le fonctionnement de ce fonds ont été entrepris et une grande partie des instances ont été renouvelées.

La priorité des actions financées reste l'accès à l'eau potable pour tout le monde, l'amélioration de la santé et de l'éducation, la réparation des installations comme un moulin villageois et l'amélioration de l'agriculture.

La demande d'une subvention d'une somme de 187'000 FS pour deux ans (2001-2002) a été acceptée par la FGC.

En 2001 nous avons reçu 40'942 Fr. de la DDC, 37'443 Fr. de la commune de Versoix et 3'500 Fr. de la commune de Puplinge.

### **3) A.L.A.E.F. Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)**

Les villages membres de l'ALAEF sont situés sur les deux rives du fleuve Falémé, fleuve frontière entre le Sénégal et le Mali.

Le milieu naturel y est très dégradé pour plusieurs raisons: le changement de fonctionnement de la rivière depuis la régularisation du fleuve Sénégal, le surpâturage et l'exploitation intense du couvert végétal. Partout, ravines et crevasses apparaissent, se creusant saison après saison. Les effets sont divers et importants: diminution de la fertilité des champs situés à l'intérieur, parfois stérilité totale, menace sur les villages bordant le cours d'eau, ravinement des passages de pistes rendant les communications encore plus délicates.

L'ALAEF a été créée en 1990 par des jeunes pour justement freiner ce phénomène de dégradation. Depuis trois ans, elle a expérimenté avec succès des actions de traitement de ravines pour protéger des villages et les zones de culture. Cela a entraîné une reconnaissance de l'ALAEF au sein des villages lui permettant de proposer par la suite des actions visant le développement des productions et l'augmentation des revenus.

Avec les subventions de la FGC, l'ALAEF a pu acheter un camion d'occasion qui permet aux paysans de transporter les pierres nécessaires pour la construction des murets anti-érosifs.

Ce camion est également loué pour des travaux de construction privée. Les résultats des quatre années de gestion de ce camion sont très prometteurs. Ce bénéfice permettra à l'avenir à l'ALAEF d'autofinancer les frais de fonctionnement de l'association. L'ALAEF a pu acheter un deuxième camion d'occasion avec ses propres fonds.

Une subvention de 145'270 FS a été allouée par la FGC à ce programme pour la période du 1 juillet 1998 au 31 juin 2000. Le reliquat important au 31 juin 2000 a permis de prolonger le programme jusqu'au mois de décembre 2001. Un nouveau programme pour la période de juillet 2002-juillet 2006 est en préparation.

En 2001 ce projet a été financé avec les reliquats de l'an 2000.

### **5) Un projet de lutte contre le SIDA entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.**

Depuis un an nous réfléchissons avec nos partenaires surtout au Sénégal comment soutenir un débat permanent sur le thème du SIDA dans les villages de nos partenaires. La question comment vivre avec le SIDA est devenue une question incontournable dans toute action pour le développement et sans discussion ouverte sur ce thème, l'efficacité des programmes de lutte contre le SIDA reste très limitée.

Pendant la mission en janvier 2002 nous avons pu concrétiser un premier plan d'action dont nous sommes en train de formaliser les détails. Il s'agit :

- du soutien du groupe SIDA de l'hôpital de Tambacounda qui fait un travail de suivi des malades du SIDA depuis plusieurs années et dont nous vous avons parlé dans le bulletin no 24. En effet, Cocagne et le Groupe Sida Genève avaient accueilli, en septembre 2000, Maby et Astou, membres de ce groupe.
- d'une formation d'animateurs paysans sur le thème « comment vivre avec le SIDA » suivi de l'organisation de causeries dans les villages sur ce sujet.
- L'organisation de tournées de trois troupes de théâtre villageoises avec des sketches sur le SIDA au Sénégal et au Mali.
- Organisation d'une grande rencontre de tous les participants qui ont travaillé sur ce sujet dans le but de faire un bilan des actions menées et de définir leur poursuite.
- Toutes ces actions seront médiatisés par des radios locales, et diffusées par cassettes vidéo.

Nous reviendrons dans un des prochains bulletins sur ce projet et sur la situation du SIDA dans cette région.

## **Au Mali**

### **6) La coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME**

La région de Kayes est une des régions maliennes les plus défavorisées: déficit pluviométrique, grave érosion, éloignement des centres de décisions. Malgré la présence du fleuve Sénégal, l'agriculture ne s'est que peu développée. Aussi, devant le déficit alimentaire, les hommes, en grand nombre, ont dû choisir le chemin de l'émigration, vers la France en particulier. Du fait de cette absence des hommes, les femmes ont dû assurer la plus grande partie des tâches quotidiennes. Cependant, le poids de la tradition Soninke, ne leur permettent pas encore, à l'heure actuelle, de prendre de réels pouvoirs décisionnels. Généralement, les associations féminines qui ont vu le jour évoluent au sein de structures gérées par les hommes.

La coordination des associations féminines de l'arrondissement de SAME est intéressante car elle est une structure née de l'initiative de femmes et qu'elle est gérée par les femmes elles-mêmes. Avec l'appui des Jardins de Cocagne, les 5 associations membres ont pu aménager des jardins maraîchers tandis que l'ensemble des femmes suivent des cours d'alphabétisation. Un certain nombre d'entre elles ont participé à des stages de formation ou des séminaires, ce qui a pu faire avancer l'ensemble du groupe.

Les Jardins de Cocagne soutiennent ces femmes financièrement depuis 1994.

Nous connaissons de très grands problèmes de communication avec cette association.

L'organisation du quotidien fonctionne, mais rien n'est écrit, synthétisé, transcrit.

Avec d'autres femmes leaders, Mariam a pris l'initiative d'organiser un forum sur la situation des femmes à Kayes. Ce forum a pour but de créer un mouvement régional de défense des droits de la femme.

Mais sans résoudre les problèmes de formation des membres du comité, l'action de la coordination et d'un mouvement féminin restera limitée.

Ensemble avec ces femmes nous cherchons un appui technique pour aider ces associations à transcrire leurs rapports et leurs projets et au même temps former les femmes à la gestion des différentes actions de développement.

En 2001 nous n'avons pas envoyé des subventions à ce projet.

### **7) Les associations ORDIK et Djama-Djigui et les communes de Diombogou**

Les deux associations intervillageoises ont creusé de nombreux puits, construit plusieurs mini-barrages sur la rivière de la Kolimbiné, réintroduit la culture de riz, le maraîchage et la pêche. Ils ont résolu le problème de l'eau potable dans tous leurs villages membres. Ils ont mis en place des programmes d'alphabétisation, ont construit des écoles et des dispensaires pour améliorer les services de santé. Le fonds de crédit expérimental mis en place il y a 6 ans dans les deux associations en collaboration avec les Jardins de Cocagne est aujourd'hui devenu un programme de création de caisses locales d'épargne et de crédit financé par des bailleurs français.

Plusieurs des responsables sont aujourd'hui élus au niveau communal, un d'eux a été élu maire.

**Un projet de formation des élus des communes de Diombogou** est la suite logique de notre partenariat avec ces structures. En octobre 2000 la FGC a accepté de financer ce projet pour une somme de 32'348.- FS. Il s'agissait de la première formation des élus locaux dans la région de Kayes organisée par des communes elles-mêmes. Cette formation est devenue un modèle pour la formation des élus pour les communes de la région de Kayes.

Suite à cette formation les cinq communes de Diombogou nous ont présenté un projet de mise en place d'un fonds de développement intercommunal. Ce projet est très intéressant, mais nous avons actuellement trop de projets en cours et nous pensons que ces cinq communes pourront facilement trouver d'autres bailleurs que les Jardins de Cocagne, pourquoi nous ne participerons pas au financement de ce nouveau projet.

En 2001 nous avons reçu 16'174 Fr. de la ville de GE pour ce projet.

### **8) L'association SOOBE de Koussané et la commune de Koussané.**

Cette association a longtemps travaillé, avec très peu d'appui extérieur, essentiellement sur l'alphabétisation. Les Jardins de Cocagne ont financé un programme d'alphabétisation pour les groupements de femmes et une étude de faisabilité de l'aménagement pour la culture irriguée des mares autour de Koussane.

Actuellement SOOBE a trouvé le financement pour réparer la route qui lie Koussané à Kayes et elle cherche des fonds pour la construction de plusieurs ouvrages de rétentions d'eau.

Suite à la décentralisation, le maire et un conseiller ont organisé une mission en France pour discuter avec les migrants du nouveau fonctionnement des communes et du rôle des migrants dans la politique de développement de toute la commune (26 villages).

Il y a un an nous avons accueilli le maire et le conseiller à Genève. Ensemble nous avons rencontré des élus de Plan-Les-Ouates, de Dardagny et de Chancy.

Avec l'appui des ONG maliennes, les élus de Koussane travaillent actuellement à la mise en place d'un fonds local de développement. Ce fonds devrait être alimenté par différents bailleurs, dont des communes genevoises en collaboration avec la FGC et les Jardins de Cocagne.

La gestion du fonds sera l'affaire des élus et des représentants de la société civile. Pendant notre dernière mission nous avons visité la commune et discuté avec les différents acteurs de ce fonds.

La mise en place des différents comités de gestion avec des règles de fonctionnement précis et transparent est difficile à mettre en place et prendra encore un certain temps.

### **9) La Coopérative des Maraîchers et Planteurs de Kayes (C.M.P.K) :**

Nous avons des contacts informels avec cette coopérative depuis deux ans.

Le printemps passé, un atelier de réinsertion du canton de Neuchâtel, « la Passerelle » nous a fabriqué un semoir à main et un pousse-pousse maraîcher (outil pour sarcler et pour butter etc) Il y a un an nous avons amené ces outils à Kayes et fait une démonstration devant plusieurs maraîchers. En 1988, nous avons déjà amené un pousse-pousse dans la région de Bakel, mais sans parvenir à éveiller un intérêt des producteurs pour ce nouvel outillage. Aujourd'hui, le maraîchage s'est passablement développé et l'intérêt des maraîchers professionnels pour de nouveaux outils est évident.

L'année passée, un forgeron de Kayes a fabriqué et vendu une première série de pousse-pousse. La fabrication d'une copie du semoir est en cours.

### **10) La radio rurale de Kayes :**

La Radio Rurale de Kayes est l'élément central du « Programme d'Animation et Formation Pour le Développement Rural » lancé en 1987 par deux ONG Italiennes : Terra Nuova et G.A.O. avec le soutien de la Coopération italienne.

L'appui financier italien s'est achevé en 1989. Depuis la radio continue à fonctionner en mobilisant des ressources locales et nationales.

En 1992 est constituée l'Association des Radios Diffuseurs de Kayes pour le Développement Rural l'A.R.K.D.R. qui se compose aujourd'hui de membres associés (services techniques) et de membres actifs qui sont notamment 15 associations et ONG actives dans la région de Kayes.

Tous nos partenaires maliens font partie de l'A.R.K.D.R. qui a pris une place centrale dans l'animation et la communication de la sous région.

Par les cotisations de ses membres, la vente de messageries, la publicité, la production d'émissions et la retransmission, cette radio arrive aujourd'hui à assumer ses frais de fonctionnement. Mais elle avait besoin d'un coup de main pour renouveler l'émetteur et pour installer un relai assez puissant pour émettre jusque dans la région de Bakel au Sénégal et à Sélibaby en Mauritanie. Pour ces travaux nous avons demandé une subvention d'une somme de 85'377 FS à la FGC qui a été accepté le 24 octobre 2000. Les travaux sont terminés et l'émetteur fonctionne comme prévu.

Il serait intéressant de mettre cette radio en contact avec des petites radios à Genève.

En 2001 nous avons reçu 42'689 Fr. de l'état de Genève pour ce projet.

## **En Mauritanie**

Cette région fait entièrement partie de notre zone d'intervention des trois frontières entre le Mali, le Sénégal, et la Mauritanie. Mais pour des raisons politiques, (conflit entre la Mauritanie et le Sénégal en 1989) il n'a pas été possible jusqu'il y a quatre ans de travailler directement avec les associations dans le Guidimakha. Cependant, des cadres paysans avaient pu être formés par le Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel, que nous soutenons également (cf. page 2). Aujourd'hui, ces animateurs et les associations paysannes ont retrouvé un droit minimum de s'organiser (sous forme de coopératives) et nous pouvons les soutenir directement dans leur effort de développement, d'organisation et de participation au mouvement associatif de toute cette région.

Dans le cadre de la décentralisation, les communes commencent également à revendiquer leurs droits et leur autonomie face à une administration très centralisée et autoritaire.

Mais ces communes ont encore moins de moyens qu'au Mali ou au Sénégal.

De la part des grands programmes nationaux de développement, seulement une très petite partie arrive jusqu'aux villages du Guidimakha.

Actuellement nous soutenons les quatre unions de coopératives de développement suivantes :

- **11) L'Union des Coopératives des femmes du Guidimakha**
- **12) L'Union des Coopératives de Développement des communes de Bouilly et Ould Yengé**
- **13) L'union des coopératives féminines El Wane**
- **14) L'union des coopératives de développement de la commune de Baïdiam**

Ces quatre unions regroupent environ 300 coopératives. Ces coopératives comptent entre 5 et 50 membres et s'organisent presque toujours autour des activités productives comme le maraîchage, la fabrication de la gomme arabique, l'élevage de moutons ou de chèvres, l'artisanat (travail du cuir, tissage, fabrication de nattes, teinturerie, savonnerie), petit commerces et autres. L'union leur permet d'avoir accès au crédit, à la formation, à l'alphabétisation, à l'appui technique pour le maraîchage et la production de gomme, au magasin de semences maraîchères et de produits phytosanitaires. Deux des unions fabriquent du grillage pour protéger les cultures contre les troupeaux de chameaux qui viennent du Nord, et qui sont à l'origine de nombreux conflits dont les cultivateurs font toujours les frais. Toutes les unions organisent régulièrement des voyages d'échanges avec d'autres unions.

Les quatre unions gèrent des fonds de crédit et utilisent les bénéfices sur des intérêts (1-5% par mois ! !) pour augmenter le fonds et pour couvrir une partie des frais de fonctionnement de l'union. (Frais de déplacements des membres, frais de nourriture pendant les jours de rencontres et de réunions, indemnités des animateurs, location d'un bureau, frais de secrétariat).

Actuellement les unions se battent pour la reconnaissance officielle de cette activité de crédit pour leurs membres. L'avenir de ces fonds dépendra de cette légalisation et de la politique de crédit des nouvelles caisses mutuelles qui devraient s'installer d'ici quelques années dans la région de Guidimakha.

En 2001 nous avons reçu pour l'union des femmes du Guidimakha 44'000 Fr. de la Fondation Lord Michelham of Hellingly, pour l'Union des Coopératives de Développement de Ould Yenge et de Bouilly 35'027 Fr de la DDC, 41'995 Fr de l'état de GE, 705 Fr. de la commune de Genthod, 5'000 Fr. de la commune de Plan Les Ouates, 5'000 Fr de la commune de Bardonnex et 4'000 Fr de la commune de Veyrier et pour l'Union des coopératives féminines de El Wane 39'514 Fr de l'état de GE.

### **15) La commune de Baïdiam**

En juillet 2001, un fonds de développement local a été mis en place dans la commune de Baïdiam suivant les mêmes principes qu'à Kothiari au Sénégal.. Il s'agit du premier fonds géré par les élus et les représentants de la société civile d'une commune dans la région du Guidimakha.

Le maire en collaboration avec les élus, les chefs traditionnels des villages et les responsables des coopératives de la commune ont mis en place tout un dispositif de fonctionnement d'un tel fonds. Ce fonds est aujourd'hui fonctionnel mais il faudra encore beaucoup de temps et beaucoup de formations pour mettre tous les responsables des différentes villages sur le même niveau de compréhension nécessaire pour que les décisions soient vraiment prises d'une manière démocratique.

Nous avons eu l'occasion de discuter pour la deuxième fois cette année avec les acteurs de cette commune et nous étions convaincu par la volonté d'impliquer tous les membres dans ce processus de décision.

Les premières actions qu'ils ont décidé de financer sont : La construction d'un dispensaire, la réparation d'une école, et la construction de deux puits dans des villages qui n'ont pas encore de l'eau potable.

En 2001 nous avons reçu 37'875 Fr. de l'état de GE, et 4'000 Fr. de la commune de Thônex.





**LES JARDINS DE COCAGNE – SOLIDARITE NORD ET SUD**

**Comptes 2001**

	01.01.01	Débit	Crédit	31.12.01
<b>ACTIF</b>				
Caisse	102,75	39'422,00	39'478,10	46,65
CCP	17'964,35	641'195,80	550'411,98	108'748,17
Crédit Suisse	73'892,40	532'146,20	517'670,30	88'368,30
Banque Alternative	20'080,38		20,69	20'059,69
<b>Total liquidité</b>	<b>112'039,88</b>	<b>1'212'764,00</b>	<b>1'107'581,07</b>	<b>217'222,81</b>
Stock et investissements	2'897,40		2'297,40	600,00
Actifs transitoires	-7'400,00	7'400,00		
Autres actifs	20'000,00			20'000,00
<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>127'537,28</b>	<b>1'220'164,00</b>	<b>1'109'878,47</b>	<b>237'822,81</b>
	Disponible à GE le 01.01.01	Viré au projets en 2001	Reçu en 2001	Disponible à GE le 31.12.01
<b>PASSIF</b>				
<b>Fonds attribués aux différents projets :</b>				
Projets financés par des fonds publics, via la FGC	-67'772,90	488'562,95	557'459,00	-136'668,95
Projet financé par la Fondation Lord Michelham		44'000,00	44'000,00	
Projets financés par des fonds propres Cocagne	-6'656,45	9'955,70	10'097,15	-6'797,90
<b>Total attribué</b>	<b>-74'429,35</b>	<b>542'518,65</b>	<b>611'556,15</b>	<b>-143'466,85</b>
<b>Dons et parrainages</b>	-495,80	10'097,15	13'032,00	-3'430,65
Fonds de réserve 1*	-52'573,93	4'571,00 (1*)		-48'002,93
Bissap, menthe, g. arabique.	-38,20	951,75	970,00	-56'45
Passifs transitoires			37'958,62	-37'958,62
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>-127'537,28</b>	<b>558'138,55</b>	<b>663'516,77</b>	<b>-232'915,50</b>
<b>CHARGES</b>				
<b>Cotisations, doc</b>		2'227,10		2'227,10
PTT, copies, bureau, secr.		6'158,95		6'158,95
Frais mission		6'649,40		6'649,40
Invitation partenaires		2'867,20		2'867,20
Total fonctionnement		17'902,65		17'902,65
Amortissement		1'997,40		1'997,40
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>19'900,05</b>		<b>19'900,05</b>
<b>RECETTES</b>				
<b>Intérêts</b>		62,99	2'076,00	2'013,01
<b>Frais de suivi</b>		246,25	23'040,60	22'974,35
<b>TOTAL RECETTES</b>		<b>309,24</b>	<b>25'116,60</b>	<b>24'807,36</b>
<b>Perte (-profit)</b>		<b>20'209,29</b>	<b>25'116,60</b>	<b>-4'907,31</b>

1\* Projet culturel financé avec le fonds de réserve

**Répartition des fonds reçus pour le programme de développement  
de Cocagne Solidarité Nord et Sud, année 2001**

Bailleur	Projets	noFGC	Montant
DDC, Berne	<b>Centre d'Echange et de Formation PratiqueCEFP</b>	99-42	58'300.00
		01-48	68'614.00
	Caisses Locales d'Epargne et de Crédit CLEC	00-49	40'942.00
	Fonds développement local de Kothiary	00-42	35'027.00
	Union des coopératives Bouilly et Ould Yenge		202'883,00
	<b>Total</b>		
Etat de Genève	<b>Caisses Locales d'Epargne et de Crédit CLEC Radio Rurale de Kayes</b>	01-48	68'614.00
		00-36	42'689.00
	Fonds développement local de Baïdiam	01-26	37'875.00
	Union des coopératives Bouilly et Ould Yenge	00-42	41'995.00
	Union des coopératives d'El-Wane	01-17	39'514.00
	<b>Total</b>		230'047,00
Ville de Genève	<b>Centre d'Echange et de Formation PratiqueCEFP</b>	99-42	8'135.00
		00-28	16'174.00
	<b>Formation des élus de Diombogou</b>		24'066,00
	<b>Total</b>		
Commune de Versoix	Fonds développement local de Kothiary	00-49	37'443,00
Commune de Meyrin	<b>Fonds développement local de Baïdiam</b>	01-26	19'700,00
Commune de Plan Les Ouates	Union des coopératives Bouilly et Ould Yenge	00-42	11'820,00
Commune de Chêne-Bougerie	Centre d'Echange et de Formation PratiqueCEFP	99-42	10'000,00
Commune de Genthod	Caisses Locales d'Epargne et de Crédit CLEC	01-48	5'000,00
	Union des coopératives Bouilly et Ould Yenge	00-42	705,00
Commune de Bardonnex	Union des coopératives Bouilly et Ould Yenge	00-42	5'000,00
Commune de Thônex	Fonds développement local de Baïdiam	01-26	4'000,00
Commune de Veyrier	Union des coopératives Bouilly et Ould Yenge	00-42	4'000,00
Commune de Puplinge	Fonds développement local de Kothiary	00-49	3'500,00
<b>Total fonds publiques via FGC</b>			<b>557'459,00</b>
Fondation Michelham	Union des femmes du Guidimakha	F. M-H	44'000,00
Dons et parrainages			13'032,00
<b>TOTAL</b>			<b>614'491,00</b>

**Utilisation des fonds reçus par les membres de Cocagne Nord et Sud**

	Reçu	Attribué	Reste à virer
Reliquat disponible et non attribués le 01.01.01	495,80		
Fonds reçus en 2001	13'032,00		
Projets financés en 2001			
- UPDR / R		4'145,40	
- Union des femmes du Guidimakha		52,75	
- VIP		549,00	
- Soxaana Fedde projet santé		2'850,00	2'850,00
- Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel		2'500,00	2'500,00
- Projet SIDA reliquat 01.01.01 non utilisé en 2001	1'447,90		1'447,90
- <b>Total</b>	<b>13'527,80</b>	<b>10'097,15</b>	<b>6'797,90</b>
		-	
<b><u>Reliquat disponible et non attribué le 01.01.02</u></b>		<b>3'430,65</b>	

CCP : Les Jardins de Cocagne \* Solidarité Nord et Sud \* 1284 Chancy \* 30-175347-2

## **La région des trois frontières entre le Mali, le Sénégal et la Mauritanie (voir cercle)**

### **Les organisations paysannes et communes partenaires des Jardins de Cocagne:**

- 1) Le CEFP Centre d'Echange et de Formation Pratique de Bakel
- 2) CLEC Caisses Locales d'Epargne et de Crédit au Sénégal
- 3) Le fonds de développement local de la commune de Kothiari
- 4) A.L.A.E.F. Association de Lutte Anti-érosive de la Falémé (Sénégal, Mali)
- 5) Un projet de lutte contre le SIDA entre Tambacounda, Kayes et Sélibaby.
- 6) La coordination de la fédération des associations féminines de l'arrondissement de SAME
- 7) Les associations ORDIK et Djama-Djigui et les communes de Diombogou
- 8) L'association SOOBE de Koussané et la commune de Koussané.
- 9) La Coopérative des Maraîchers et Planteurs de Kayes (C.M.P.K) :
- 10) La radio rurale de Kayes :
- 11) L'Union des Coopératives des femmes du Guidimakha
- 12) L'Union des Coopératives de Développement des communes de Bouilly et Ould Yengé
- 13) L'union des coopératives féminines El Wane
- 14) L'union des coopératives de développement de la commune de Baïdiam
- 15) La commune de Baïdiam

### **Les ONG appuis techniques, partenaires des Jardins de Cocagne:**

- 16) GRDR : Groupe de Recherche et de réalisation pour le Développement Rural dans le tiers-monde. Bakel, Sélibabi, Kayes
- 17) GADEC : Groupe d'Action pour le développement Communautaire, Tambacounda.
- 18) Kora : ONG d'appuzi technique pour la promotion de l'artisanat, Tambacounda.
- 19). Comité de clinique counselling / SIDA, Tambacounda

---

**Adresse : Les Jardins de Cocagne \*Solidarité Nord et Sud / Case postale 245, 1233 Bernex**  
**Ccp : Les Jardins de Cocagne \* Solidarité Nord et Sud / Dons et parrainages / 30-175347-2**

